

en Europe La gauche radicalement en détresse

Ce n'est pas l'effet le moins préoccupant de l'accord intervenu à Bruxelles et du sort infligé au gouvernement d'Alexis Tsipras : le coup de Jarnac à gauche. Tout spécialement pour la « gauche de la gauche », comme on l'appelle, qui avait émergé ces dernières années ici et là en Europe, percé parfois de façon spectaculaire, avec Syriza en Grèce, Podemos en Espagne.

« Effet préoccupant », disions-nous : car le sentiment d'échec s'est répandu d'un coup bien au-delà des limites de ce courant politique multiple (ajoutez le Front de gauche de Mélenchon en France, Die Linke en Allemagne, le PTB chez nous) et minoritaire à l'échelle européenne, investissant la gauche socialiste et social-démocrate de manière générale, toute l'aire progressiste plus largement encore. Un terrible sentiment d'échec domine partout, qui nous ramène à cet acronyme célèbre, attribué jadis à Margaret Thatcher : « Tina », pour « *There is no alternative* ».

Jamais cette idée d'une impossibilité à « changer la société » (« *Changer la vie* », avait osé Mitterrand en 1981!) n'avait pris corps de cette façon. Soudainement. Brutalement. Une chute.

La gauche entière est hébétée. De son côté, Syriza se déchire. Avec elle, la gauche de la gauche est passée en quelques semaines de l'euphorie à l'accablement. Elle est plongée dans le noir.

Raoul Hedebouw ne nous dément pas. Le communicateur joyeux du PTB se fait grave, cassant, son analyse de la situation est d'une dureté quasi provocatrice, et trahit un désarroi rageur : « *Nous devons tous ouvrir les yeux sur la volonté des puissants d'assujettir les peuples, qui se*

traduit ici par le contrôle permanent exercé par la Troïka sur toutes les décisions politiques en Grèce. Cet assujettissement total, structurel, c'est du jamais vu dans l'histoire d'une nation ! » Le porte-parole du PTB, un parti qui n'avait pas soutenu Syriza aux élections de janvier (lui préférant les communistes à Athènes), mais qui avait gagné ensuite le courant porteur, ne craint pas de parler d'un... « *acte de guerre* », d'un « *coup d'État* » ! Il renvoie au « *Chili d'Allende en 1973* » : « *Un gouvernement, un pays, est ciblé, asphyxié financièrement, afin de changer le régime, cela alors que le gouvernement Tsipras voulait, je le rappelle, juste une politique de relance, une restructuration de la dette, et n'avait aucun programme extrême : pas de nationalisations, pas d'expropriations, que sais-je encore...* »

« Attention à l'écrasement de l'idée d'alternative, cela peut générer de l'instabilité... »

PASCAL DELWIT (ULB)

Plus loin, Raoul Hedebouw remonte à « *Madrid 1936* », et « *à l'abandon de l'Espagne aux visées de l'Allemagne et de l'Italie* »... Il accuse : « *Il y avait l'espoir de voir la social-démocratie soutenir le gouvernement grec, or le SPD allemand s'est parfois montré plus sévère qu'Angela Merkel ; quant à Hollande, il a peut-être tenté de limiter les dégâts à la fin, mais il ne s'est pas engagé de façon décisive. Je sais que chez nous, PS et S.P.A ont eu une autre attitude, et que, dans l'opposition, ils ont fait entendre un autre discours, un autre message, c'est tant mieux, mais partout ailleurs, la gauche social-démocrate a laissé faire, elle n'était pas au ren-*

dez-vous, c'est peut-être le plus terrible dans tout cela. » Raoul Hedebouw s'accroche : « *Mais ce n'est pas fini, nous devons repartir du mouvement social.* »

En attendant, le sentiment d'échec, on l'a dit, se répand à gauche, potentiellement générateur d'instabilité, voire d'une fuite en avant « anti ». Politologue à l'ULB, Pascal Delwit analyse : « *La gauche radicale, à la Syriza, disait vouloir et pouvoir construire l'alternative à l'austérité et aux grandes options libérales dans le cadre de la démocratie et dans le cadre de l'Europe... C'est peut-être cela qui a volé en éclats lundi. Ils ont été ramenés à la "dure réalité", en quelque*

sorte au compromis social-démocrate, en pire, qu'ils dénoncent tant... Le retour de manivelle est très dur. Il faut rester prudents, les séquences politiques s'enchaînent, nous ne savons pas de quoi demain sera fait, mais, à cette heure, je vois deux réactions possibles : d'une part, la résignation parmi les sympathisants, les gens qui en général adhèrent à cette mouvance radicale, et, de l'autre, le risque d'une radicalisation, une remontée en puissance de la volonté de rupture, révolutionnaire, anti-européenne aussi. »

Pascal Delwit élargit : « *Je ne comprendrais pas que la gauche socialiste et social-démocrate n'ait pas un débat en son sein. En particulier, en Allemagne, le SPD doit s'interroger sur cette forme d'écrasement de l'idée d'alternative. Un phénomène dangereux, sur fond de sentiment anti-européen qui progresse partout. Attention à voir les extrémismes combler ce vide, pourquoi pas sous des formes radicales et violentes...* » Il est urgent de réenchanter la politique, disait-on. Ça ! ■

DAVID COPPI

CONTAGION

Un coup d'arrêt pour les ambitions de Podemos

En l'espace d'une semaine, le panorama politique a bien changé en Espagne pour Podemos. Lundi 6 juillet, au lendemain du large succès du « non » au référendum grec, le parti anti-austérité se félicitait de « *la victoire de la démocratie en Grèce* » selon l'expression de Pablo Iglesias, son leader, qui n'avait pas ménagé sa peine pour défendre et justifier le vote réclamé par Alexis Tsipras en Grèce.

Tsipras et Syriza, des exemples à suivre pour Podemos, notamment pour avoir « *réagi de manière exemplaire en consultant les citoyens face à l'ultimatum et le chantage des créanciers* », expliquait un communiqué de la formation dès les résultats de la consultation connus.

Sept jours plus tard, le lundi 13 juillet, c'est avec la gueule de bois que se sont réveillés les dirigeants de Podemos. L'annonce de l'accord entre Athènes et ses partenaires sur un troisième plan

de sauvetage, avec des conditions plus dures que celles présentées fin juin par l'Eurogroupe, est venu saper leur moral. « *Même si l'accord n'est pas bon, Tsipras a sans doute obtenu un accord bien meilleur que ne l'auraient fait Nouvelle Démocratie [le parti conservateur grec] ou le Pasok [le parti socialiste grec]* », a tenté de relativiser Pablo Echenique, membre de la direction nationale. Plus virulent, le cofondateur de la formation, Juan Carlos Monedero, voit dans le compromis européen sur la Grèce « *un délit de terrorisme* » et « *un coup d'État* »,

une formule partagée sur les réseaux sociaux (#ThisIsACoup) et largement reprise par les responsables de Podemos.

Pour le chef de file du parti anti-austérité créé il y a dix-huit mois, le coup est dur à encaisser. Pablo Iglesias a certes régulièrement répété que « *l'Espagne n'est pas la Grèce* » et que les politiques qu'il appliquerait s'il arrivait au pouvoir seraient différentes de celles de Syriza, mais dans le même temps, il a pris fait et cause pour le gouvernement de Tsipras depuis les législatives de janvier

dernier en Grèce. L'espoir suscité par le « non » au référendum et le bras de fer entre Athènes et ses créanciers permettait à Iglesias de mettre la pression sur le Premier ministre conservateur espagnol, Mariano Rajoy, et de dénoncer sa défense des politiques d'austérité.

Depuis la « *reddition de Tsipras* » – terme employé par les journaux conservateurs espagnols –, les rôles sont inversés. Pour le porte-parole du Parti populaire de Rajoy, Pablo Casado, le Premier ministre grec est « *un irresponsable, un radical et un populiste* » et, surtout « *un mauvais compagnon de voyage pour ses alliés politiques et personnels* ». Autrement dit, pour Pablo Iglesias et Podemos.

A quelques mois des élections législatives en Espagne – elles pourraient avoir lieu début décembre – et alors que les derniers sondages prévoient un scrutin très serré entre socialistes, conservateurs et Podemos, l'issue du dossier grec, sans être définitive, marque un coup d'arrêt pour les ambitions de Pablo Iglesias.

GUILLAUME BONTOUX, À MADRID